

Alternatives au barrage de Sivens : elles existent, bien sûr !

5 mars 2015 / Marie Astier et Philippe Desfilhes (Reporterre)



L'étude des solutions alternatives a enfin officiellement commencée. En fait, les alternatives sont étudiées et proposées de longue date par les opposants. Ce qu'elles annoncent : une meilleure agriculture locale, adaptée au changement climatique et créatrice d'emploi.

► POUR PREPARER LA RENCONTRE DE REPORTERRE LUNDI 1 DECEMBRE :

Projets inutiles : la victoire est possible !

Il n'y a jamais eu de « *réelle analyse des solutions alternatives* » au projet de barrage de Sivens. C'est ce qu'affirment les experts mandatés par Ségolène Royal dès **l'introduction de leur rapport**.

Un groupe de travail a donc commencé à plancher sur le sujet. Autour de la table, les représentants des opposants, des conseils généraux du Tarn et du Tarn-et-Garonne, et les Chambres d'agriculture des deux départements. Leur mission : remettre à plat le débat et aboutir à un compromis. Mais attention, le projet de barrage n'est « *pas enterré* », a averti Pierre-Alain Roche, l'un des deux experts qui préside les discussions.

Cinq solutions selon le rapport

Parmi les alternatives possibles, il y a d'abord celles évoquées dans le rapport remis à Ségolène Royal. En tout, ses deux auteurs envisagent cinq issues au problème :

- l'arrêt total du projet,
- le maintien en l'état du projet,
- la réduction du volume du barrage,
- le maintien en l'état du barrage, mais avec plus d'eau allouée au maintien du débit du Tescou,
- le remplacement du barrage par plusieurs petites retenues d'eau le long du Tescou. Le coût est « *nettement plus faible* », l'impact sur la rivière moindre, mais la gestion de l'eau serait plus complexe, précise le rapport.

Le président de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) du Tarn, Philippe Jouglu, a déjà fait son choix. Hors de question d'abandonner le projet de barrage. Le quatrième scénario, qui propose de le conserver tel quel, mais avec une « *ré-allocation* » d'une partie des volumes d'eau vers la rivière est selon lui la solution de compromis. « *Il permettrait d'améliorer la vie aquatique de la rivière, alors que la zone humide n'est pas le vrai problème* », dit-il à *Reporterre*.

Pourtant, « *si on concevait le projet aujourd'hui, la solution choisie serait plusieurs retenues d'eau plus modestes* », admet-il. Mais il y a quinze ans, elle ne faisait pas partie des techniques préconisées par les spécialistes.

Il se retranche derrière les experts pour affirmer que le maintien du barrage est la seule possibilité : « *Le rapport considère que les travaux sont déjà engagés, et que juridiquement il est trop compliqué d'annuler le barrage.* »

Pour le consultant spécialiste de l'eau, Marc Laimé, rien n'est en revanche impossible. « *Toute la question est de savoir si un rapport de force peut s'installer pour remettre en cause le système d'utilisation de l'eau dans le Tarn ou le Gers : aujourd'hui, il repose sur l'utilisation de dizaines de retenues collinaires comme celle projetée à Sivens* », dit ce pourfendeur des lobbies.



Prendre le problème par le bon bout

Mais si le nœud du problème n'était pas l'eau ? Pour France Nature Environnement, partir des besoins en eau des agriculteurs revient à prendre le problème par le mauvais bout.

« On ne veut pas partir de la problématique eau, expose Thierry de Noblens, président de France nature environnement Midi-Pyrénées. Sinon, on retombe dans le piège de "il faut une réserve d'eau." On propose de partir des agriculteurs qui ont des problèmes. »

« Nos difficultés économiques sont liées à la conjoncture, pas seulement au manque d'eau », reconnaît Philippe Jouglu. Même constat pour Pierre Lacoste, l'un des agriculteurs de la vallée du Tescou. Il est opposé au barrage et ose même le dire publiquement. « Dans la vallée du Tescou, on a les mêmes problèmes économiques que tous les agriculteurs en France. Les marchés des céréales et de la viande sont très fluctuants, les primes de la Politique agricole commune (PAC) nous empêchent de vendre nos produits à la vraie valeur. Mais nous ne sommes pas plus pauvres qu'ailleurs. »

Cependant, dans ce contexte difficile, l'accès à l'eau reste une sorte « d'assurance », maintient

Philippe Jouglu. « *Quand il y a de l'eau sur mon exploitation, je peux faire des cultures à valeur ajoutée comme le soja, la luzerne ou la production de semences, explique-t-il. C'est ce qui me permet de trouver un successeur.* »

La production « *maïs semence* », en particulier, pourrait se développer en aval de la vallée si le barrage est construit. Pierre Lacoste affirme que plusieurs de ses collègues « *d'en-bas* » lui ont fait part de leur souhait de s'y mettre. Une production « *à très forte valeur ajoutée* », mais qui demande un soin particulier et beaucoup d'eau aux étapes cruciales de croissance de la plante, explique l'agriculteur.

Le maïs semence sert à produire une variété de maïs hybride, récoltée pour ses graines. Celles-ci sont revendues à un semencier, qui les cède à son tour à des producteurs dits de maïs grain, utilisé pour la consommation humaine ou du bétail.

Mais ce choix agricole mène à une fuite en avant, juge Pierre Lacoste : « *Avec le réchauffement climatique, les sécheresses vont être plus fréquentes. D'abord on fait Sivens, puis le barrage ne suffira plus. Est-ce qu'on va encore faire d'autres barrages ?* »



Des « bassines » existent, mais elles sont sous-utilisées

Lui a décidé de se passer d'irrigation. Il produit de la viande : poulets, cochons et vaches. Tous gambadent dans ses quarante hectares de prairies, plutôt que d'être nourris de maïs ensilage. D'ailleurs, il semble que d'autres agriculteurs de la vallée aient déjà commencé à s'adapter.

« A une époque, les primes de la PAC étaient majorées quand on irriguait, raconte-t-il. Mais plus maintenant. Du coup, de nombreux agriculteurs de la vallée se sont tournés vers les cultures sèches type blé, orge, colza, tournesol. Car irriguer cela a un coût. »

Le rapport des experts confirme que les « bassines », ces petites retenues d'eau de substitution construites par les exploitations grâce aux primes PAC, sont aujourd'hui « *largement sous-utilisé[es]*. » La question, ici, n'est pas un problème de ressource, mais de gestion en commun. Pour l'instant, chaque agriculteur propriétaire de "bassine" utilise jalousement son eau, en pompant au maximum dans les ressources communes avant de recourir à sa propre réserve. Ce qui manque, c'est la méthode et le désir de gérer le bien commun dans un esprit de coopération.

Il n'est donc pas du tout certain que le barrage permettrait de sortir les agriculteurs locaux de leurs difficultés économiques. France nature environnement propose de saisir l'occasion pour faire de la vallée du Tescou « *une zone test* », où la relation des agriculteurs à leur territoire et leur rôle dans la protection de l'eau ne serait plus subis, mais choisis et valorisés. Son modèle ? La ville de Munich, en Allemagne.

Là-bas, dès 1998, le service municipal de l'eau encourage les agriculteurs se situant sur les zones de captage à se convertir en bio. Pour les convaincre, la ville s'engage à leur trouver des débouchés et introduit leurs produits au menu des crèches, des cantines, etc. Elle leur verse également une prime par hectare, pour service rendu à la protection de la qualité de l'eau. Au final, le programme coûte moins cher à la municipalité que le traitement de l'eau.



Sauver la polyculture

La première proposition du **Collectif de défense de la zone humide du Testet** est donc de mettre des produits locaux dans les cantines des écoles, des maisons de retraite et en particulier des collèges, gérés par le Conseil général promoteur du projet de barrage. Le prix d'achat des produits pourrait être garanti par des contrats de cinq à dix ans, pour permettre aux agriculteurs de pouvoir enfin « *vivre de leur production* », explique Sylvain Doublet, vice-président de FNE Midi-Pyrénées.

La priorité pour cet ingénieur agronome est de préserver la diversité des productions de la vallée, notamment en aidant les fermes en polyculture élevage, pour « *aller contre le tendanciel, qui conduit à la perte des emplois agricoles et à l'abandon dans les fermes de l'élevage au profit des grandes cultures.* »

Ensuite, « *une fois qu'un partenariat de confiance sur plusieurs années sera mis en place, tout le monde sera prêt à modifier ses pratiques, assure-t-il. Les agriculteurs pourraient être accompagnés pour réduire les produits phytosanitaires et l'azote, et arrêter le maïs irrigué.* »

Paysan bio, membre de l'agence de l'eau Adour-Garonne et opposant de longue date au barrage de Sivens, Benoît Biteau imagine déjà le nouveau paysage qui pourrait se dessiner. « *Il faudrait planter le long du Tescou des arbres en alignement de façon à faire remonter l'eau vers la surface et satisfaire les besoins des cultures développées entre les arbres, quand l'eau est en pénurie* », soutient-il.

Il faudrait surtout, selon lui, soutenir un modèle agricole basé sur des variétés de maïs, de tournesol, de blé, d'orge ou d'avoine qu'on appelle « *variétés populations : elles permettent d'obtenir des rendements surprenants en culture sèches, justement parce qu'elles sont parfaitement adaptées à leur zone de production, qui n'ont rien à voir avec les variétés standardisées proposées par les firmes semencières* ».

Lire aussi : [DOSSIER : La bataille pour sauver la zone humide du Testet](#)

Source : Marie Astier et Philippe Desfilhes pour *Reporterre*

Première mise en ligne le 24 novembre 2014.

- Emplacement : [Accueil](#) > [Alternatives](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Alternatives-au-barrage-de-Sivens-elles-existent-bien-sur>